



La Commune



«Kill the bill !»

USA

Depuis les élections du mois d'octobre 2010, les gouverneurs proches des ultras-conservateurs du Tea Party lancent des offensives contre les droits syndicaux des fonctionnaires en vue de pouvoir rembourser la dette des États, dont beaucoup sont en faillite. Il s'agit, pour les Républicains comme pour les Démocrates, de faire payer à la classe ouvrière le déficit national qui s'élève à plus de 3 000 millions de dollars, résultat du financement de la guerre menée en Afghanistan et en Irak.

Au Wisconsin, dont la capitale est Madison, le gouverneur républicain Scott Walker a décidé de promulguer un décret (Bill) qui prévoit que les syndicats ne pourront plus négocier sur rien, sauf sur les salaires ... mais dans la limite de l'indice des prix officiel de l'État. Les cotisations retraites et maladie seraient ensuite, par décret, plus que doublées, et il est question de licencier ou transférer au privé la majorité des personnels de santé.

Première étincelle

En totale opposition avec l'attitude de leurs directions, des syndicats de base, notamment des enseignants, de l'école maternelle aux universités, se sont mobilisés depuis début janvier, alors qu'au niveau national, et même au niveau du Wisconsin, leurs fédérations avaient donné leur accord aux mesures de blocage des salaires et de privatisation des écoles. Les jeunes, étudiants mais surtout lycéens, se sont mis en grève par solidarité avec leurs professeurs et ont manifesté dans le grand centre industriel qu'est Milwaukee .

Scott Walker a annoncé qu'il s'octroyait le pouvoir de déclarer "*l'état d'urgence*" lui permettant de licencier sans délai n'importe quel employé fédéral, et, étendant lui-même la lutte au delà du secteur public, à toute la classe ouvrière, en permettant à tout patron de licencier immédiatement tout salarié récalcitrant. Le 11 janvier, il a menacé d'avoir recours à la Garde nationale... Puis, il s'est rendu dans des petites villes et cela s'est très mal passé pour lui, quelques jours

après son discours à des métallos qu'il était venu dresser contre ces feignants de fonctionnaires, des grèves ont démarré dans la métallurgie.

Tahrir-Madison, Même combat !

Les manifestants traités par le parti du gouverneur " d'espèce d'égyptiens ", alors que les images de la révolution égyptienne parcouraient le monde, se sont mis à se présenter comme les représentants américains de la révolution commencée au Caire !

Le 16 février, le jour même où le grand rassemblement de la place Tahrir chassait Moubarak, des milliers de manifestants ont convergé sur Madison avec les mots d'ordres : " *Kill the Bill* ! " (Tuer le décret) et " *Scott Mubarak, dégage!* " Arrivés à Madison, les manifestants ont occupé le Capitole de l'Etat.

Le samedi 19 février, les partisans du gouverneur ont organisé une contremanifestation de 15 000 personnes, avec comme mot d'ordre *Pass the bill*.

La réponse ne s'est pas fait attendre, dès le lendemain, ils étaient 80.000 manifestants rejoints par les syndicats de policiers et des pompiers, contre le gouverneur avec des pancartes proclamant : " *Hosni Walker : Dictateur élu* ", " *Je manifeste comme un égyptien* ".

La place de l'AFL-CIO

Les dirigeants nationaux et fédéraux de l'AFL-CIO (Confédération syndicale) tentent de circonscrire l'incendie. Ils limitent l'objectif officiel de la lutte au seul droit de négociation, en disant qu'ils acceptent ensuite, s'ils peuvent les "négocier", la plupart des "concessions" exigées pour "rembourser la dette publique", tout en organisant des manifestations de solidarité sous le nom de We are One (une seule classe ouvrière).

Dans une assemblée de 3000 enseignants à Madison, la ligne des dirigeants AFL-CIO a été rejetée et conspuée. Le décret approuvé par les députés de l'état, après 61 heures de discussions, est suspendu, car 14 sénateurs démocrates sont partis dans l'Illinois pour ne pas être présents lors du vote du décret par le Sénat, qui requiert un quorum.

Le 12 mars, 150 000 travailleurs manifestaient à Madison avec leurs syndicats. Le 25 mars, la loi de finances adoptée par les élus républicains était publiée.

Yes we can !

La classe ouvrière des Etats-Unis n'entend pas faire les frais, elle non plus , de la crise. Son combat contre sa propre bourgeoisie, l'impérialisme le plus puissant de la planète, est engagé. Ce sont les premières escarmouches. Elle peut, d'ores et déjà, reprendre à son compte le slogan électoral d'Obama, " Oui, nous pouvons !"

Elie Cofinhal,

5 avril 2011

Modifié le dimanche 11 septembre 2011

Voir aussi dans la catégorie Etats Unis



Un impérialisme en crise

En digne héritier de la politique de ses prédécesseurs, Trump poursuit la même politique de domination impérialiste états-unienne. Depuis 2016, il ne recule devant aucune manoeuvre pour... >>



Après la prétendue victoire de Trump : Où en sont les États-Unis ?

La prétendue victoire de l'aventurier cousu d'or Donald Trump donne cours à toutes sortes de spéculations et d'interprétations. Elle ouvrirait la possibilité d'une victoire de Mme Le Pen... >>



L'effet Bernie Sanders

Les deux mandats d'Obama se terminent et le processus de désignation de celui ou de celle qui représentera le Parti démocrate ou le Parti républicain à l'élection présidentielle est... >>

Depuis les élections du mois d'octobre 2010, les gouverneurs proches des ultras-conservateurs du Teaparty lancent des offensives contre les droits syndicaux des fonctionnaires en vue de pouvoir... >>

Obama, quels changements ?

Cela fait exactement un siècle qu'il n'y avait pas eu une telle participation aux élections présidentielles aux Etats-Unis. L'élection d'un noir à la présidence du plus puissant pays du monde,... >>

Obama ou Clinton : et alors?

A quelques mois des élections présidentielles américaines de novembre 2008, la campagne pour la désignation des candidats a pris un tour inattendu pour les " observateurs " et autres "... >>
